

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 7
PUBLIQUE

Article intitulé « Sortie de crise : Affi échange avec le représentant de l'UA » publié le 30 août 2013 dans le journal Notre Voie n°4505

3 | Politique nationale

Sortie de crise

Affi échange avec le représentant de l'UA



Pascal Affi N'Guessan a conduit, hier, une délégation du FPI à la Représentation de l'Union africaine à Abidjan. (Photo Esther Lohoré).

Affi N'Guessan a échangé, hier, avec Ambroise Niyonsaba, le représentant spécial de l'Union africaine en Côte d'Ivoire, pendant une heure, de 11h à 12h 03min, au siège de l'organisation panafricaine, à Abidjan-Cocody. Au cœur des discussions, la sortie de crise. Le président du Front populaire ivoirien (Fpi) a soutenu

que la fin de la parenthèse douloureuse pour la Côte d'Ivoire passe par la réactivation du processus de réconciliation nationale, bloqué net depuis son entame, et la relance du dialogue politique.

Le président Affi a évoqué également, avec Ambroise Niyonsaba, les récentes décisions de l'Ua par rapport à la

Cour pénale internationale (Cpi), où Laurent Gbagbo est en attente d'un jugement. «Vous savez que l'Union africaine a été impliquée, conformément à sa mission de prévention des conflits, dans la crise ivoirienne, bien avant ce que nous considérons comme la crise postélectorale ; qu'elle a eu à prendre un certain nombre

de décisions qui n'ont pas pu trouver d'application parce que les choses ont dégénéré. Évidemment, au moment où nous sortons de prison, il était important que nous venions rendre visite au représentant pour le saluer, pour le remercier de l'engagement de l'Union africaine dans la crise ivoirienne, remercier les nouvelles orientations qui se dégagent après le nouveau sommet, surtout en ce qui concerne les questions liées à la Cpi. Vous savez que le président Gbagbo est à la Cpi et que nous attendons impatiemment son retour. Par rapport à tout cela, solliciter l'implication de l'Union africaine dans la crise pour faire en sorte que la situation évolue ; que le dialogue politique se consolide ; que le processus de réconciliation, qui est à l'heure actuelle bloquée, puisse être réactivé et déboucher sur la réconciliation de tous les Ivoiriens pour les valeurs de démocratie, de liberté et de paix ; que l'Etat de droit soit restaurée et enfin que le développement de notre pays reprenne. L'Union africaine a un rôle essentiel à jouer», a-t-il déclaré à la presse.

Le président du Fpi était accompagné de plusieurs responsables du parti, à savoir les ex-ministres

Sébastien Dano Djédjé, secrétaire général adjoint par intérim chargé de la Réconciliation nationale ; Alcide Djédjé, conseiller du président chargé des Questions diplomatiques ; le professeur Gnaoulé Oupoh, secrétaire général adjoint chargé des Relations avec les

partis politiques ; l'ex-député Kouakou Krah, secrétaire national chargé de la Solidarité et des Affaires sociales, et Koulibaly Seydou, secrétaire national chargé des Ressources humaines.

César Ebrokié

COMMUNIQUE BEN-JFPI

Le camarade Koua Justin, secrétaire national par intérim de la jeunesse du front populaire ivoirien, convie à la cérémonie de passation de charges entre les camarades présidents Miaka Oureto Sylvain et Pascal Affi N'guessan, **le samedi 07 septembre 2013, à partir de 08 heures, au QG de campagne du président Laurent Gbagbo, sis à cocody attoban**, près du commissariat du 30ème arrondissement, les camarades ci-dessous :

- les membres du Bureau Exécutif National de la jfpi
- les membres du commissariat aux comptes de la jfpi
- les représentants de la jfpi au comité central du fpi
- les secrétaires généraux des fédérations du district d'Abidjan et leurs bureaux
- les secrétaires généraux des sections jfpi du district d'Abidjan et leurs bureaux
- les secrétaires généraux des sections universitaires et des grandes écoles avec leurs bureaux
- tous les militants et les sympathisants du front populaire ivoirien

Pour le BEN de la jfpi
le secrétaire national
par intérim
le camarade **Koua Justin**

Nationalité ivoirienne Ouattara fabrique 6 millions d'Ivoiriens

Aucun Etat au monde ne l'a fait auparavant. La prouesse que vient de réussir le régime Ouattara est unique. Déverser 6 millions d'étrangers dans la nationalité ivoirienne, sous le fallacieux prétexte de corriger une injustice, alors même que ceux qui sont censés être frappés par cette injustice ne l'ont jamais exprimé, c'est le pari risqué fait par le pouvoir du 11 avril 2011.

Il ne faut pas s'y tromper, Alassane Ouattara est conscient d'une chose : s'il a Bédié dans la poche, il n'a pas en revanche tout le Pdc avec lui. La seule façon de pouvoir se faire élire – et non réelle – alors qu'il a aggravé, par sa politique aventuriste et irrationnelle, le quotidien des Ivoiriens, c'est de se constituer un bétail électoral. Il ne faut pas chercher de midi à quatorze heures pour le comprendre. Tout le reste n'est qu'écran de fumée.

Or, la préoccupation des Ivoiriens aujourd'hui, ce n'est pas la question des étrangers qui veulent avoir la nationalité ivoirienne. La préoccupation des Ivoiriens, c'est bel et bien le retour de la

paix. C'est de pouvoir avoir du travail, de mener des activités génératrices de revenus pour se nourrir, se soigner, s'éduquer, se vêtir. Or, Ouattara, dès son installation à la tête de l'Etat de Côte d'Ivoire, a détruit, en un temps étonnamment record, plus de 80.000 emplois, jetant ainsi à la rue, des milliers de pères de famille.

Aujourd'hui, selon des sources crédibles, l'encours de la dette ivoirienne est passé de 2.500 à 6.300 milliards de Fcfa. Une tragédie économique. Un nœud coulant au cou des Ivoiriens. Comment s'en sortir ? Voilà les grandes questions qui taraudent les Ivoiriens, et non fabriquer de millions d'Ivoiriens, en vue de s'assurer leurs suffrages en 2015. Alors qu'en seulement deux ans de gouvernance, le régime actuel a montré toutes ses limites, baigne dans une impéritie totale qui le disqualifie gravement.

En réalité, Ouattara sait que les Ivoiriens ne lui accorderont pas leurs votes. Plus de Sarkozy pour faire prévaloir la logique des armes. Personne de sensé

n'acceptera non plus une commission électorale dont le président proclame des résultats au QG de campagne d'un candidat. Il faut donc modifier la démographie électorale, c'est la parade trouvée. Mais des juristes indiquent que du fait de la non-rétroactivité de la loi, les nouveaux Ivoiriens que le régime s'est donné ne pourront pas prendre part à une quelconque élection, en 2015. Et ce malgré l'exercice de brainstorming mensonger du ministre Gnénéma Koulibaly de la Justice.

En tout état de cause, comment un Etat normal peut-il assumer du coup ses responsabilités vis-à-vis de 6 millions de nouveaux nationaux ? Tout Etat qui se respecte a des devoirs vis-à-vis de ses nationaux. Et il doit les assumer. Là réside toute l'incompréhension du geste du régime en place qui montre qu'il est prêt à faire exploser toutes les limites morales pour conserver le pouvoir. Il y a danger. Véritablement.

Jean Josselin

“SOMAVIE”

SOCIETE ANONYME AVEC CONSEIL D'ADMINISTRATION
CAPITAL : 1 350 000 000 DE FRANCS CFA
ENTREPRISE REGIE PAR LE CODE DES ASSURANCES
SIEGE SOCIAL : ABIDJAN IMMEUBLE WOODIN
AVENUE NOGUES
01 B.P. 363 ABIDJAN 01

INFORMATION

La SOMAVIE informe son aimable clientèle qu'à compter du mois de **Septembre 2013** pour des raisons réglementaires notamment le respect des dispositions de **l'article 13 nouveau du CODE CIMA**, les prélèvements des primes d'assurances des assurés initialement prélevés à la solde se feront désormais à leur banque respective.

Cette nouvelle disposition permettra d'offrir de meilleures prestations à nos assurés et bénéficiaires de contrat.

La Direction Générale